

6. de bestendige afgevaardigden en de provinciegouverneurs;
7. de burgemeesters en schepenen;
8. de voorzitters van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
9. de voorzitters van de intercommunales.

Elk politiek mandaat dat begonnen is op het ogenblik van de aanstelling in de hoedanigheid van beheerder of bestuurslid kan echter voltooid worden.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn ondertekening.

Art. 3. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 99 — 1847

[C — 99/27470]

1^{er} AVRIL 1999. — Décret relatif à la création du Port autonome du Centre et de l'Ouest (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Il est créé une société économique mixte portant le nom de « Port autonome du Centre et de l'Ouest », ci-après dénommée « la Société » dont le siège social est sis à La Louvière.

La Société est une personne morale de droit public dont les statuts sont conformes au présent décret et, sauf dérogation contenue dans le présent décret, aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, en particulier aux dispositions relatives aux sociétés coopératives à responsabilité limitée; elle est dotée de la personnalité juridique.

La Société est classée dans la catégorie B des organismes repris à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Les statuts de la Société sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Toute modification des statuts de la Société ne peut être adoptée par l'assemblée générale statuant qu'à la majorité des deux tiers des voix émises ou représentées et est approuvée par le Gouvernement.

Art. 3. La Société a pour objet d'aménager, d'équiper, de gérer et d'exploiter, elle-même ou par le biais de concessions, les zones portuaires, industrielles et commerciales qu'elle crée, acquiert, dont elle a la jouissance en vertu d'un droit réel ou personnel.

Par zones industrielles et commerciales sont visées les zones sises sur le territoire des zones portuaires ou moyennes de celles-ci des canaux du Centre, de Nimy-Blaton-Péronnes, de Pommerœul-Condé, de Blaton-Ath, de la Dendre, du Haut-Escaut et de la Lys ainsi que du canal Bruxelles-Charleroi dans les limites de la province de Hainaut, à l'exception de la partie appartenant au ressort du port autonome de Charleroi.

Les missions de la Société sont :

1° d'une part, les missions d'intérêt général suivantes :

- a. développer le trafic sur la voie d'eau;
- b. respecter la législation en vigueur et faire respecter les réglementations dans la zone portuaire;
- c. collaborer et établir les synergies nécessaires avec les pouvoirs publics de la Région wallonne ainsi qu'avec les pouvoirs gestionnaires de la voie d'eau jouxtant le territoire de la Société;
- d. s'inscrire dans la politique menée par la Région wallonne;
- e. participer à la politique d'évacuation des déchets;

2° d'autre part, les missions spécifiques vis-à-vis des usagers de la voie d'eau et des entreprises situées dans les zones portuaires que sont :

- a. dans la mesure de ses moyens budgétaires, la mise à disposition, au profit des usagers de la voie d'eau et des concessionnaires, de l'infrastructure, des outils et des services adéquats et nécessaires;
- b. la gestion, l'entretien et le développement du patrimoine de la Société dans le cadre de ses missions;
- c. la concertation avec les associations représentant les utilisateurs et les concessionnaires, spécialement avec l'Office de promotion des voies navigables, dont les modalités seront déterminées par les statuts.

L'accomplissement des obligations de service public implique d'exécuter et de faire exécuter les tâches préliminaires et complémentaires en rapport avec elles.

Sont considérées comme activités portuaires, les activités liées à la fonction de la Société, c'est-à-dire le chargement, le déchargement, l'entreposage et le transport de marchandises ainsi que les activités industrielles, commerciales et de service.

La mission de la Société s'étend aux zones portuaires dont elle a la gestion et telles qu'elles sont reprises par des plans dressés contradictoirement, ainsi qu'aux chaussées, accotements, terre-pleins et talus des voies d'accès aux divers quais depuis les limites de la voirie, à l'exception des chemins de halage.

Ces plans sont dressés pour la première fois de l'accord du Gouvernement et sont susceptibles d'aménagements ultérieurs en fonction des extensions nécessaires au développement et à la prospérité des zones portuaires, industrielles et commerciales concernées.

Les premiers plans dressés de l'accord du Gouvernement sont annexés aux statuts.

Art. 4. Lors de la constitution de la Société, la Région wallonne est associée de droit et participe à la première assemblée générale.

La réunion de la première assemblée générale se fait à l'initiative du Gouvernement.

Art. 5. Le fonds social minimum est intégralement souscrit et libéré.

Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution du fonds social, la Région wallonne et les autres autorités publiques associées disposent ensemble de la majorité des voix au niveau de l'assemblée générale de la Société.

Il est dérogé aux articles 147bis, § 2, 147quater, sexies et septies, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 6. La Société est habilitée, conformément à la législation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, à poursuivre les acquisitions de biens immeubles nécessaires à la réalisation de son objet social, après que le Gouvernement les ait déclarées d'utilité publique.

Les acquisitions et les expropriations d'immeubles à réaliser par la Société peuvent l'être à l'intervention de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.

Art. 7. Le Gouvernement peut accorder à la Société des subventions pour la réalisation de tous travaux de construction, d'aménagement et d'équipement nécessaires à la réalisation de son objet social, ainsi que pour les acquisitions et expropriations nécessitées par lesdits travaux.

Art. 8. Les emprunts de la Société sont soumis à l'autorisation préalable du Gouvernement.

La garantie de la Région envers les tiers est attachée au remboursement en capital, intérêts et frais des emprunts autorisés.

Art. 9. Les organes de la Société sont :

1. l'assemblée générale;
2. le conseil d'administration;
3. le directeur;
4. le collège des commissaires aux comptes.

Art. 10. L'assemblée générale se compose des associés.

Sans préjudice de l'article 5, chaque part sociale donne droit à une voix.

Les statuts précisent le fonctionnement et les pouvoirs de l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration est composé de dix-huit membres :

1. huit membres nommés et pouvant être révoqués sur décision du Gouvernement;
2. quatre membres désignés et pouvant être révoqués sur décision d'un collège composé des associés publics de la Société autres que la Région wallonne;
3. six membres désignés et pouvant être révoqués sur décision d'un collège composé des associés du secteur privé.

Le président du conseil d'administration est désigné par le Gouvernement; les deux vice-présidents sont désignés respectivement par les deux collèges susmentionnés.

Les émoluments des président et vice-présidents sont fixés par l'assemblée générale et sont à charge de la Société.

Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition nécessaires et utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Art. 12. Le directeur est désigné, pour un terme de six ans renouvelable, sur proposition du conseil d'administration par le Gouvernement, lequel fixe son mode de rémunération.

Il assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Le directeur est chargé de la gestion journalière de la Société et de l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Art. 13. En dérogation à l'article 13, § 1er, de la loi du 16 mars 1954 précitée, le collège des commissaires aux comptes est composé de deux membres nommés chaque année conformément aux dispositions qui suivent.

Un commissaire aux comptes est choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise et est désigné par un collège composé des associés du secteur privé.

Un commissaire aux comptes est choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise et est désigné par un collège composé des associés du secteur public.

Art. 14. La fonction de directeur de la Société est incompatible avec la qualité de membre du Gouvernement fédéral, d'un Gouvernement régional, d'un Exécutif communautaire, de député permanent, ainsi que d'administrateur et/ou de dirigeant de toute entreprise, publique ou privée, dont l'activité est liée directement ou indirectement à l'activité portuaire ou est concurrentielle à celle-ci.

Art. 15. Le Gouvernement fixe, après avoir pris l'avis du conseil d'administration de la Société, le barème des péages, redevances, droits de quai, produits de location et autres résultant de l'exploitation et de l'utilisation de l'infrastructure portuaire que la Société est autorisée à percevoir.

Art. 16. Chaque année, la Société communique au Gouvernement et au Conseil régional wallon un rapport sur ses activités relatives à l'année écoulée ainsi que ses comptes annuels.

Art. 17. La Société peut, sous réserve d'y être expressément autorisée par le Gouvernement, participer à la constitution, au capital ou à la gestion d'organismes, de sociétés ou d'entreprises, à la condition qu'ils aient un caractère public et que leur objet soit compatible avec celui de la Société.

Art. 18. La Société peut bénéficier, sans que la Région wallonne ne puisse prétendre à aucune contrepartie dans les avoirs de celle-ci, du concours des services du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports pour l'élaboration de tous plans et projets ainsi que pour la direction des travaux.

Art. 19. § 1er. Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement détermine le cadre du personnel de la Société. Celui-ci est recruté par le conseil d'administration.

Le Gouvernement détermine les modalités de transfert vers la Société des membres du personnel de la Région wallonne. Le Gouvernement est autorisé à mettre à la disposition de la Société, selon les modalités qu'il arrête, des membres du personnel de ses services.

La Société peut engager du personnel contractuel aux fins exclusives :

1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2° de remplacer des agents qui n'assument pas leurs fonctions ou ne l'assument qu'à temps partiel;

3° d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques dont la liste est fixée au préalable par le Gouvernement.

§ 2. L'article 1er du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est complété comme suit :

« 14° Port autonome du Centre et de l'Ouest. ».

Art. 20. L'article 7 du décret du 24 novembre 1994 portant dissolution de l'Office de la navigation et création de l'Office de promotion des voies navigables est modifié comme suit :

1° le texte actuel de l'article 7 devient le paragraphe 1^{er} de l'article 7;

2° à l'alinéa 1er du nouveau paragraphe 1er, le 1^o, deuxième tiret, est remplacé par les termes suivants :

« - d'un représentant de chacun des ports autonomes de Liège, Namur, Charleroi et du Centre et de l'Ouest »;

3° il est ajouté un paragraphe 2 libellé comme suit : « § 2. Il est institué une section particulière du conseil d'orientation de l'Office de promotion des voies navigables qui a pour mission, pour l'ensemble du canal de Charleroi-Bruxelles:

1° de valoriser l'utilisation du canal Charleroi-Bruxelles;

2° d'émettre des avis, sur demande ou d'initiative, au Ministre chargé des Transports sur les investissements publics à réaliser en vue de valoriser cet axe fluvial comme vecteur de développement économique;

3° de veiller à la cohérence et à la complémentarité des initiatives respectives des ports intéressés.

Cette section particulière est présidée par le président de l'Office de promotion des voies navigables. Elle est composée du président et des vice-présidents du conseil d'administration et du directeur de chacun des deux ports autonomes. ».

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil 497 (1998-1999) n^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance publique du 24 mars 1999.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 99 — 1847

[C - 99/27470]

1. APRIL 1999 — Dekret über die Gründung des autonomen Hafens Centre-Ouest (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung sanktionieren es:

Artikel 1. Das vorliegende Dekret regelt eine in Artikel 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2. Eine gemischtwirtschaftliche Gesellschaft mit der Bezeichnung "Port autonome du Centre et de l'Ouest", nachstehend "die Gesellschaft" genannt, deren Gesellschaftssitz sich in La Louvière befindet, wird gegründet.

Die Gesellschaft besteht in einer juristischen Person öffentlichen Rechts, deren Satzungen mit dem vorliegenden Dekret und unter Vorbehalt einer in dem vorliegenden Dekret enthaltenen Abweichung mit den koordinierten Gesetzen über die Handelsgesellschaften übereinstimmen, insbesondere was die Bestimmungen bezüglich der Genossenschaften mit beschränkter Haftung betrifft; die Gesellschaft wird mit der Rechtspersönlichkeit ausgestattet.

Die Gesellschaft wird in die Kategorie B der Einrichtungen eingestuft, die in dem Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser öffentlicher Einrichtungen angeführt werden.

Die Satzungen der Gesellschaft unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Jegliche Änderung der Satzungen der Gesellschaft kann von der Generalversammlung lediglich mit der Zweidrittelmehrheit der abgegebenen oder vertretenen Stimmen verabschiedet werden und wird von der Regierung genehmigt.

Art. 3. Die Gesellschaft hat zum Ziel, die Hafen-, Industrie- und Gewerbegebiete, die sie schafft, erwirbt, von denen sie aufgrund eines dinglichen oder personenbezogenen Rechts die Nutznießung hat, selbst oder über dem Wege von Konzessionen einzurichten, auszustatten, zu verwalten und zu betreiben.

Mit Industrie- und Gewerbegebieten werden die Gebiete gemeint, die sich auf dem Gelände der Hafengebiete oder der angrenzenden Gebiete der Kanäle des Centre, von Nimy-Blaton-Péronnes, Pommeroeul-Condé, Blaton-Ath, der Dender, der Oberschelde und der Lys sowie des Kanals Brüssel-Charleroi innerhalb der Grenzen der Provinz Hennegau befinden, mit Ausnahme jenes Teils des Gebiets, der zu dem Zuständigkeitsbereich des autonomen Hafens von Charleroi gehört.

Die Aufgaben der Gesellschaft sind:

1° einerseits, folgende Aufgaben allgemeinen Interesses:

- a. den Verkehr auf den Wasserstraßen fördern;
- b. die geltende Gesetzgebung beachten und für die Beachtung der Regelungen in dem Hafengebiet sorgen;
- c. mit den Behörden der Wallonischen Region, wie auch mit den Verwaltungsbehörden der neben dem Gelände der Gesellschaft liegenden Wasserstraßen zusammenarbeiten und die dazu erforderlichen Synergien herstellen;
- d. die von der Wallonischen Region geführte Politik betreiben;
- e. sich an der Politik der Abfallentsorgung beteiligen;

2° andererseits, die spezifischen Aufgaben entgegen der Benutzer der Wasserstraßen und der sich in den Hafengebieten befindenden Unternehmen, und zwar:

- a. im Rahmen ihrer Haushaltsmittel die Zurverfügungstellung, zugunsten der Benutzer der Wasserstraßen und der Konzessionäre, der angemessenen und erforderlichen Infrastruktur, Mittel und Dienstleistungen;
- b. die Verwaltung, die Instandhaltung und die Entwicklung des Vermögens der Gesellschaft im Rahmen ihrer Aufgaben;
- c. die Konzertierung mit den die Benutzer und Konzessionäre vertretenden Vereinigungen, insbesondere mit dem "Office de promotion des voies navigables" (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen), deren Modalitäten von den Satzungen festgelegt werden.

Die Durchführung der Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes setzt voraus, dass die Gesellschaft die Vor- und Ergänzungsarbeiten in Zusammenhang mit diesen Verpflichtungen ausführt oder ausführen lässt.

Als Tätigkeiten des Hafens werden jene betrachtet, die mit der Funktion der Gesellschaft verbunden sind, das heißt, das Laden, das Entladen, die Lagerung und der Transport von Waren, sowie die industriellen, gewerblichen und Dienstleistungstätigkeiten.

Die Aufgabe der Gesellschaft erstreckt sich auf die Hafengebiete, die unter ihrer Verwaltung stehen, so wie sie in den Plänen kontradiktorisch aufgestellt wurden, wie auch auf die Fahrbahnen, Seiten-, Mittelstreifen und Böschungen der Zufahrtwege, die von den Grenzen der Straßen aus zu den verschiedenen Kais führen, mit Ausnahme der Treidelwege.

Diese Pläne werden erstmals mit dem Einverständnis der Regierung aufgestellt und können später je nach den für den Ausbau und den Aufschwung der Hafen-, Industrie- und Gewerbegebiete erforderlichen Ausdehnungen umgestaltet werden.

Die ersten mit dem Einverständnis der Regierung aufgestellten Pläne werden den Satzungen beigefügt.

Art. 4. Bei der Gründung der Gesellschaft ist die Wallonische Region von Rechts wegen Gesellschafter und wohnt der ersten Generalversammlung bei.

Die erste Generalversammlung erfolgt auf Veranlassung der Regierung.

Art. 5. Das minimale Grundkapital wird voll gezeichnet und eingezahlt.

Unabhängig des Prozentsatzes der Einlagen der verschiedenen Parteien in die Bildung des Grundkapitals, verfügen die Wallonische Region und die anderen teilhabenden öffentlichen Behörden zusammen über die Stimmenmehrheit in der Generalversammlung der Gesellschaft.

Von den Artikeln 147*bis*, § 2, 147*quater*, *sexies* und *septies* der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften wird abgewichen.

Art. 6. Die Gesellschaft ist befugt, gemäß der Gesetzgebung in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken den zur Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks erforderlichen Erwerb von Immobiliengütern durchzuführen, nachdem die Regierung diesen für gemeinnützig erklärt hat.

Die von der Gesellschaft durchzuführenden Anschaffungen und Enteignungen von Immobiliengütern können durch die Vermittlung der Einregistrierungs- und Domänenverwaltung erfolgen.

Art. 7. Die Regierung kann der Gesellschaft Zuschüsse für die Ausführung aller zur Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks erforderlichen Bau-, Einrichtungs- und Ausstattungsarbeiten, sowie für die für diese Arbeiten benötigten Anschaffungen und Enteignungen gewähren.

Art. 8. Die Anleihen der Gesellschaft unterliegen einer vorherigen Genehmigung der Regierung.

Die Bürgschaft der Wallonischen Region gegenüber Dritten ist an die aus Kapital, Zinsen und Kosten für die genehmigten Anleihen bestehende Rückzahlung gebunden.

Art. 9. Die Gesellschaft besteht aus folgenden Organen:

1. die Generalversammlung;
2. der Verwaltungsrat;
3. der Direktor;
4. das Kollegium der Rechnungsprüfer.

Art. 10. Die Generalversammlung setzt sich aus den Gesellschaftern zusammen.

Unbeschadet des Artikels 5 berechtigt jeder Gesellschaftsanteil zu einer Stimme.

In den Satzungen werden die Arbeitsweise und die Befugnisse der Generalversammlung angegeben.

Art. 11. Der Verwaltungsrat setzt sich aus achtzehn Mitgliedern zusammen:

1. acht Mitglieder, die durch Beschluss der Regierung ernannt werden und abberufen werden können;
2. vier Mitglieder, die durch Beschluss eines sich aus den anderen öffentlich-rechtlichen Gesellschaftern der Gesellschaft als jene der Wallonischen Region zusammensetzenden Kollegiums bezeichnet werden und abberufen werden können;
3. sechs Mitglieder, die durch Beschluss eines sich aus den Gesellschaftern des privaten Sektors zusammensetzenden Kollegiums bezeichnet werden und abberufen werden können.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats wird von der Regierung bezeichnet; die beiden stellvertretenden Vorsitzenden werden jeweils von den beiden oben erwähnten Kollegien bezeichnet.

Die Entlohnungen des Vorsitzenden und der stellvertretenden Vorsitzenden werden von der Generalversammlung festgelegt und gehen zu Lasten der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat verfügt über die umfangreichsten Befugnisse für die Ausführung aller zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft erforderlichen und zweckdienlichen Verwaltungs- und Verfügungshandlungen.

Art. 12. Der Direktor wird auf Vorschlag des Verwaltungsrats von der Regierung für einen Zeitraum von sechs Jahren, der erneuert werden kann, bezeichnet. Die Regierung legt dessen Entlohnung fest.

Er nimmt mit beratender Stimme an den Versammlungen des Verwaltungsrats teil.

Der Direktor wird mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft und der Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats beauftragt.

Art. 13. In Abweichung von Artikel 13, § 1 des oben erwähnten Gesetzes vom 16. März 1954 setzt sich das Kollegium der Rechnungsprüfer aus zwei Mitgliedern zusammen, die jedes Jahr gemäß den nachstehenden Bestimmungen ernannt werden.

Ein Rechnungsprüfer wird unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ausgewählt und von einem sich aus den Gesellschaftern des privaten Sektors zusammensetzenden Kollegium bezeichnet.

Ein Rechnungsprüfer wird unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ausgewählt und von einem sich aus den Gesellschaftern des öffentlichen Sektors zusammensetzenden Kollegium bezeichnet.

Art. 14. Die Funktion des Direktors der Gesellschaft ist unvereinbar mit der Eigenschaft als Mitglied der föderalen Regierung, einer Regionalregierung, einer Gemeinschaftsexekutive, als ständiger Abgeordneter, sowie als Verwaltungsratsmitglied und/oder Leiter irgend eines öffentlichen oder privaten Unternehmens, dessen Tätigkeit mittelbar oder unmittelbar mit der Tätigkeit des Hafens verbunden ist oder mit dieser in Konkurrenz steht.

Art. 15. Nachdem die Regierung das Gutachten des Verwaltungsrats der Gesellschaft eingeholt hat, legt sie die Tarife der Mautgebühren, Abgaben, Anlegegebühren, Mieterträge und sonstigen sich aus dem Betrieb und der Benutzung der Infrastruktur des Hafens ergebenden Geschäfte fest, zu deren Vereinnahmung die Gesellschaft befugt ist.

Art. 16. Jedes Jahr übermittelt die Gesellschaft der Regierung und dem Wallonischen Regionalrat einen Bericht über ihre Tätigkeiten des abgelaufenen Jahres, sowie ihren Jahresabschluss.

Art. 17. Die Gesellschaft kann sich unter Vorbehalt der ausdrücklichen Genehmigung der Regierung an der Gründung, dem Kapital oder der Verwaltung von Einrichtungen, Gesellschaften oder Unternehmen beteiligen, unter der Bedingung, dass diese einen gemeinnützigen Charakter aufweisen und deren Zielsetzung mit jener der Gesellschaft vereinbar sind.

Art. 18. Die Gesellschaft kann für die Ausarbeitung aller Pläne und Projekte, sowie für die Leitung der Arbeiten die Unterstützung der Dienststellen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen in Anspruch nehmen, ohne dass die Wallonische Region Anspruch auf eine Gegenleistung in die Guthaben der Gesellschaft zu erheben vermag.

Art. 19. § 1. Auf Vorschlag des Verwaltungsrats legt die Regierung den Stellenplan der Gesellschaft fest. Dieser wird von dem Verwaltungsrat angeworben.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Übernahme von Personalmitgliedern der Wallonischen Region in die Gesellschaft. Die Regierung ist befugt, der Gesellschaft nach den von ihr verabschiedeten Modalitäten Personalmitglieder ihrer Dienststellen zur Verfügung zu stellen.

Die Gesellschaft kann Vertragspersonal ausschließlich zu folgenden Zwecken anstellen:

1° ausnahmsweise und vorübergehend einen außergewöhnlichen Bedarf an Personal decken, ob es sich um eine zeitlich begrenzte Durchführung von Aktionen oder um einen außergewöhnlich erhöhten Arbeitsanfall handelt;

2° Bedienstete ersetzen, die ihr Amt nicht oder lediglich als Teilzeitbeschäftigte ausüben;

3° Hilfsarbeiten oder spezifische Arbeiten ausführen, deren Liste vorher von der Regierung festgelegt wird.

§ 2. Der Artikel 1 des Dekrets vom 22. Dezember 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird folgendermaßen ergänzt:

« 14° Port autonome du Centre et de l'Ouest. ».

Art. 20. Der Artikel 7 des Dekrets vom 24. November 1994 zur Auflösung des "Office de la Navigation" (Schiffahrtsamt) und zur Errichtung des "Office de Promotion des Voies navigables" (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen) wird wie folgt abgeändert:

1° der derzeitige Text des Artikels 7 wird der Paragraph 1 des Artikels 7;

2° in Absatz 1 des neuen Paragraphen 1, wird der Punkt 1°, zweiter Strich durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« - ein Vertreter eines jeden der autonomen Häfen Lüttich, Namur, Charleroi und Centre-Ouest »;

3° ein Paragraph 2 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

« § 2. Eine Sonderabteilung des Beratungsausschusses des "Office de Promotion des Voies navigables" wird eingerichtet, die folgende Aufgaben für den gesamten Kanal Brüssel-Charleroi ausführt:

1° die Benutzung des Kanals Brüssel-Charleroi aufwerten;

2° dem mit dem Transportwesen beauftragten Minister auf Anfrage oder aus Eigeninitiative Gutachten über die öffentlichen Investitionen abgeben, die im Hinblick auf die Aufwertung dieser Binnenschiffachse als wirtschaftlicher Entwicklungsträger zu tätigen sind;

3° darauf achten, daß die jeweiligen Initiativen der betroffenen Häfen aufeinander abgestimmt sind und sich einander ergänzen.

Den Vorsitz dieser Sonderabteilung übernimmt der Vorsitzende des "Office de Promotion des Voies navigables". Die Abteilung setzt sich aus dem Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats und dem Direktor eines jeden der autonomen Häfen zusammen. » .

Art. 21. Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der technischen Entwicklung, des Sports und der internationalen Beziehungen,
W. ANCION

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999.*

Dokumente des Rates, 497 (1998-1999) Nr. 1 bis 8.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 24. März 1999.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 99 — 1847

[C - 99/27470]

1 APRIL 1999. — Decreet houdende oprichting van de Autonome Haven « du Centre et de l'Ouest » (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt een gemengde vennootschap opgericht, met name de Autonome Haven « du Centre et de l'Ouest », hierna « Vennootschap » genoemd, waarvan de sociale zetel in La Louvière gevestigd is.

De Vennootschap is een publiekrechtelijke rechtspersoon waarvan de statuten gelijklopend zijn met de bepalingen van dit decreet en, behoudens afwijking waarin dit decreet voorziet, met de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, meer bepaald met de bepalingen betreffende de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid; zij bezit de rechtspersoonlijkheid.

De Vennootschap wordt in klasse B ingedeeld bij de instellingen die opgenomen zijn in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De statuten van de Vennootschap worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering.

Elke wijziging in de statuten van de Vennootschap vereist een meerderheid van tweederde van de uitgebrachte of vertegenwoordigde stemmen om te worden aangenomen door de algemene vergadering en wordt door de Regering goedgekeurd.

Art. 3. De Vennootschap heeft als doel de haven-, industrie- of handelsgebieden die zij opricht, verworft of waarvan zij het genot heeft overeenkomstig een zakelijk of persoonlijk recht, zelf of d.m.v. concessies in te richten, uit te rusten, te beheren en te exploiteren.

Onder industrie- en handelsgebied wordt verstaan de zones die deel uitmaken van een havengebied of eraan grenzen, met name die van de kanalen « du Centre », Nimy-Blaton-Péronnes, Pommerœul-Condé, Blaton-Aat, van de Dender, de Opperschelde en de Leie, alsook van het kanaal Brussel-Charleroi binnen de grenzen van de provincie Henegouwen, met uitzondering van het gedeelte dat onder de autonome haven van Charleroi ressorteert.

De Vennootschap is belast met :

1° opdrachten van algemeen belang, namelijk :

- a. het waterwegverkeer ontwikkelen;
- b. de vigerende wetgeving in acht nemen en zorgen voor de inachtneming van de reglementen in het havengebied;
- c. samenwerken en de nodige synergieën tot stand brengen met de overheid van het Waalse Gewest alsook met de overheid die de aan het grondgebied van de Vennootschap grenzende waterweg beheert;
- d. in de lijn liggen van het door het Waalse Gewest gevoerde beleid;
- e. deelnemen in het afvalbeleid;

2° specifieke opdrachten betreffende de waterweggebruikers en de in de havengebieden gelegen bedrijven, namelijk :

- a. de gepaste en noodzakelijke infrastructuur, werktuigen en diensten binnen de perken van haar begroting ter beschikking stellen van de waterweggebruikers en de concessiehouders;
- b. haar patrimonium in het kader van haar opdrachten beheren, onderhouden en ontwikkelen;
- c. overleg plegen met de verenigingen die de gebruikers en de concessiehouders vertegenwoordigen, meer bepaald met de « Office de Promotion des Voies navigables » (Dienst voor de Bevordering van de Waterwegen), op de wijze die in de statuten zal worden vastgelegd.

Het vervullen van die openbare opdrachten houdt in dat voorbereidende en bijkomende taken moeten worden uitgevoerd.

Havenactiviteiten zijn activiteiten die uitgevoerd worden in verband met de functie van de Vennootschap, zoals goederen laden, afladen, opslaan en vervoeren, alsook industrie-, handels- en dienstverleningsactiviteiten.

De opdracht van de Vennootschap slaat op de door haar beheerde havengebieden die in gezamenlijk opgemaakte plannen zijn opgenomen, alsook op de wegen, berm, ophogingen en taluds van de toegangswegen van de verschillende kaden vanaf de grenzen van het wegennet, met uitzondering van de jaagpaden.

Die plannen worden aanvankelijk met de instemming van de Regering opgemaakt en kunnen later worden gewijzigd naar gelang van de uitbreidingen die vereist worden voor de ontwikkeling en de welvaart van de betrokken haven-, industrie- en handelsgebieden.

De eerste plannen die met de instemming van de Regering zijn opgemaakt, worden bij de statuten gevoegd.

Art. 4. Bij de oprichting van de Vennootschap wordt het Waalse Gewest van rechtswege als vennoot genomen en woont het de eerste algemene vergadering bij.

De eerste algemene vergadering vindt plaats op initiatief van de Regering.

Art. 5. Het minimaal sociaal fonds is volledig opgenomen en volgestort.

Ongeacht de inbreng van de verschillende partijen bij de vorming van het sociaal fonds, beschikken het Waalse Gewest en de andere betrokken overheden samen over de meerderheid van stemmen in de algemene vergadering van de Vennootschap.

Er wordt afgeweken van de artikelen 147*bis*, § 2, 147*quater*, *sexies* en *septies*, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 6. De Vennootschap is bevoegd, overeenkomstig de wetgeving inzake de onteigening wegens openbaar nut, om de verwerving van onroerende goederen voort te zetten die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van haar doel, nadat de Regering ze van openbaar nut heeft verklaard.

De door de Vennootschap uit te voeren verwervingen en onteigeningen mogen plaatsvinden door bemiddeling van het bestuur der belasting op de toegevoegde waarde, registratie en domeinen.

Art. 7. De Regering kan de Vennootschap subsidies verlenen voor de uitvoering van alle bouw-, inrichtings- en uitrustingswerken die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van haar doel, alsook voor de in het kader van die werken vereiste verwervingen en onteigeningen.

Art. 8. De Vennootschap mag leningen alleen met de goedkeuring van de Regering aangaan.

De waarborg van het Gewest t.o.v. derden is afhankelijk van de terugbetaling in kapitaal, intresten en kosten van de goedgekeurde leningen.

Art. 9. De Vennootschap bestaat uit de volgende organen :

1. de algemene vergadering;
2. de raad van bestuur;
3. de directeur;
4. het college van accountants.

Art. 10. De algemene vergadering is samengesteld uit de vennoten.

Onverminderd artikel 5 geeft elk aandeel in de vennootschap recht op één stem.

De werkwijze en de bevoegdheden van de algemene vergadering liggen vast in de statuten.

Art. 11. De raad van bestuur bestaat uit achttien leden :

1. acht leden die benoemd worden en ontslagen kunnen worden bij beslissing van de Regering;
2. vier leden die aangewezen worden en ontslagen kunnen worden bij beslissing van een college samengesteld uit andere openbare vennoten dan het Waalse Gewest;
3. zes leden die aangewezen worden en ontslagen kunnen worden bij beslissing van een college samengesteld uit de vennoten van de privé-sector.

De voorzitter van de raad van bestuur wordt door de Regering aangewezen; de twee ondervoorzitters worden respectievelijk aangewezen door de twee bovenvermelde colleges.

De emolumenten van de voorzitter en ondervoorzitters worden door de algemene vergadering vastgesteld en zijn voor rekening van de Vennootschap.

De raad van bestuur heeft de ruimste bevoegdheden om alle daden van bestuur en beschikking te verrichten die noodzakelijk en nuttig zijn voor de verwezenlijking van het doel van de Vennootschap.

Art. 12. De directeur wordt op voordracht van de raad van bestuur door de Regering aangewezen voor een vernieuwbare termijn van zes jaar. De Regering bepaalt de wijze waarop hij bezoldigd wordt.

Hij woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.

De directeur is belast met het dagelijks beheer van de Vennootschap en met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

Art. 13. In afwijking van artikel 13, § 1, van bovenvermelde wet van 16 maart 1954, bestaat het college van accountants uit twee leden, die elk jaar benoemd worden op de volgende wijze.

Eén accountant wordt gekozen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en aangewezen door een college dat samengesteld is uit de vennoten van de privé-sector.

De andere accountant wordt gekozen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en aangewezen door een college dat samengesteld is uit de vennoten van de openbare sector.

Art. 14. De functie van directeur van de Vennootschap is onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van de federale Regering, een Gemeenschapsexecutieve, de bestendige deputatie, alsook met die van bestuurder en/of leider van een openbaar of privé-bedrijf waarvan de activiteiten rechtstreeks of onrechtstreeks te maken hebben met het havenactiviteiten of zich daarmee in een concurrentiepositie bevinden.

Art. 15. Na advies van de raad van bestuur van de Vennootschap bepaalt de Regering het bedrag van het tolgeld, de heffingen, de kaderechten, het huurgeld en de andere opbrengsten uit de exploitatie en het gebruik van de haveninfrastructuur dat aan de Vennootschap toekomt.

Art. 16. De Vennootschap deelt haar jaarrekeningen jaarlijks mee aan de Regering en aan de Waalse Gewestraad, alsook een verslag over de activiteiten van het afgelopen jaar.

Art. 17. De Vennootschap mag, met de uitdrukkelijke toestemming van de Regering, deelnemen aan de oprichting, in het kapitaal of aan het beheer van instellingen, vennootschappen of ondernemingen op voorwaarde dat ze met een openbare opdracht belast zijn en dat hun doel verenigbaar is met haar eigen doel.

Art. 18. Het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer kan de Vennootschap diensten verlenen bij de uitwerking van plannen en projecten en de leiding van werken zonder dat het Waalse Gewest aanspraak kan maken op enige tegenprestatie in haar bezittingen.

Art. 19. § 1. De Regering legt de personeelsformatie van de Vennootschap vast op voordracht van de raad van bestuur. Die personeelsleden worden door de raad van bestuur geworven.

De Regering bepaalt de wijze waarop personeelsleden van het Waalse Gewest naar de Vennootschap worden overgeplaatst. De Regering mag op de door haar bepaalde wijze personeelsleden van haar diensten ter beschikking stellen van de Vennootschap.

De Vennootschap mag personeelsleden uitsluitend in dienst nemen :

1. om in te spelen op een buitengewoon en tijdelijk personeelsgebrek, hetzij voor de tenuitvoerlegging van acties van een bepaalde duur, hetzij voor een buitengewone werkoverlast;
2. ter vervanging van personeelsleden die hun functies niet of slechts halftijds waarnemen;
3. voor de uitoefening van bijkomende of specifieke functies die op een door de Regering opgemaakte lijst vermeld staan.

§ 2. Artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt gewijzigd als volgt :

« 14° Autonome Haven « du Centre et de l'Ouest ».

Art. 20. Artikel 7 van het decreet van 24 november 1994 houdende ontbinding van de Dienst voor de Scheepvaart en oprichting van de "Office de Promotion des Voies navigables", wordt gewijzigd als volgt :

1. de huidige tekst van artikel 7 wordt paragraaf 1 van artikel 7;

2. in het eerste lid van de nieuwe paragraaf 1 wordt 1°, tweede streepje, gewijzigd als volgt :

« - telkens één vertegenwoordiger van de autonome havens van Luik, Namen, Charleroi alsook 'du Centre' et de l'Ouest' »;

3. er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Er wordt een speciale afdeling ingesteld bij de Oriëntatieraad van de Dienst voor de Scheepvaart. Haar opdracht voor het geheel van het kanaal Brussel-Charleroi bestaat erin :

1. het gebruik van het kanaal Charleroi-Brussel te bevorderen;
2. de Minister van Vervoer op verzoek of op eigen initiatief advies te geven over de te verrichten openbare investeringen met het oog op de valorisatie van die als economische ontwikkelingsfactor;
3. te zorgen voor de cohesie en de complementariteit van de respectievelijke initiatieven van de betrokken havens.

Die bijzondere afdeling staat onder de leiding van de voorzitter van de "Office de Promotion des Voies navigables". Ze bestaat uit de voorzitter en de ondervoorzitters van de raad van bestuur en uit de directeur van ieder van beide autonome havens. »

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Waalse Gewestraad, 497 (1998-1999) nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 24 maart 1999.

Bespreking - Stemming.